



## **PREFET DU MORBIHAN**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER**  
**SERVICE BIODIVERSITE, EAU ET FORET**  
Coordination administrative ICPE - loi sur l'eau

### **INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

#### **ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

Le préfet du Morbihan  
officier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le titre 1<sup>er</sup> livre V de la partie législative du Code de l'Environnement ;

**Vu** le titre 1<sup>er</sup> livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement ;

**Vu** le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** le décret n° 2001-34 du 10 juillet 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 6 mars 2001 relatif au programme d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, modifié par l'arrêté interministériel du 30 mai 2005 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage ;

**Vu** l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié par la décision du conseil d'état en date du 19 juin 2006 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 2005 établissant les mesures minimales à mettre en œuvre relatif au programme d'action nitrate ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié le 25 octobre 2005 et le 29 juin 2006 sur l'obligation d'élaborer un bilan de fonctionnement pour les titulaires d'autorisation d'exploiter pour certaines catégories d'établissement en application de la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 définissant le programme d'action pris en application de la directive CEE 91-676 du 12 décembre 1991 ;

**Vu** la circulaire en date du 7 septembre 2007 du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables sur les références CORPEN à prendre en compte dans l'instruction des dossiers ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif aux déclarations d'émissions polluantes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane DAGUIN, secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** le récépissé de déclaration délivré le 8 décembre 1992 à Monsieur Jean-Paul CHARPENTIER domicilié au lieu-dit "Coiqueneuf" en TREAL pour exploiter à cette adresse un élevage de 9000 dindes en extension de celui existant de 7500, soit un effectif total de 16500 dindes ;

**Vu** le récépissé de déclaration de succession délivré le 5 mars 2010 à l'EARL DE COUETU domiciliée au lieu-dit "Quoiqueneuf" 56140 TREAL en vue de poursuivre l'exploitation à cette adresse d'un élevage de volailles comportant 16500 dindes, soit 49500 animaux équivalents ;

**Vu** la demande déposée sous le n° 2007-8-3566 par l'EARL DE COUETU ;

**Vu** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

**Considérant** l'existence d'un document de référence élaboré par la commission européenne et dénommé BREF (Best available techniques REFérence documents) élevages intensifs décrivant les meilleures techniques disponibles au moment de leur rédaction ;

**Considérant** que l'article R 512 -28 et R 512-31 du code de l'environnement sus visé donne la possibilité aux préfets d'imposer toute prescription complémentaire qu'ils jugent nécessaire à la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'au vu des effectifs de volailles de chair sollicités, supérieurs au seuil de 40000 animaux équivalents, l'exploitation est concernée par l'application de la directive IPPC (prévention et réduction intégrée de la pollution) traduite en droit français par les arrêtés du 29 juin 2004 modifié et du 31 janvier 2008, et qu'il y a lieu de renforcer les prescriptions en référence aux meilleures techniques disponibles, de fixer l'obligation de fournir un bilan de fonctionnement décennal et de déclaration annuelle des émissions polluantes (ammoniac) ;

**Considérant** que la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles est de nature à renforcer les conditions d'aménagement et d'exploitation dans le but de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du Code de l'Environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réactualiser et de renforcer les prescriptions initiales

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du Code de l'Environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement.

**Sur** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRETE

### TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

##### Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

L'EARL DE COUETU dont le siège social est situé au lieu-dit «**Couëtu** » 56910 CARENTOIR est autorisé à exploiter au lieu dit « Quoiqueneuf » 56140 TREAL un élevage de 52470 volailles de chair ou 52470 animaux équivalents volailles.

##### Article 1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les arrêtés préfectoraux et récépissés suivants sont modifiés par le présent arrêté :

Références des actes modifiés
Récépissé de déclaration délivré le 08 décembre 1992

#### ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

RUBRIQUE	CLASSEMENT	ACTIVITE	CAPACITE	SITUATION
2111-1	Autorisation	Volailles (Etablissement d'élevage ) Capacité > 30000 animaux équivalents	52470 volailles de chair ou 52470 animaux équivalents	« Quoiqueneuf » 56140 TREAL

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

**ARTICLE 3 :** Les dispositions techniques réglementant l'établissement sont renforcées comme suit :

A) L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement.

B) L'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émissions d'ammoniac (NH3) générées par son élevage afin de déclarer les dites émissions conformément aux textes en vigueur et réaliser un bilan de fonctionnement de fréquence décennal, **le prochain devant être transmis en 2017.**

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié et rappelées ci dessous, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et

techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

L'exploitant doit notamment tenir à disposition de l'inspection les justificatifs relatifs à :

- la consommation d'eau pour l'activité d'élevage ;
- la consommation d'énergie ;
- les quantités d'aliments consommées par les animaux ;
- la destination des déchets produits par l'installation ;

C) L'installation est soumise aux dispositions du programme d'action départemental pris en application du décret n° 2001- 34 du 10 Janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, modifié par le décret n° 2005-634 du 30 mai 2005.

La fertilisation doit notamment répondre aux tableaux de calendriers d'épandage dans les conditions prévues par le programme d'action départemental contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. De même, les modalités d'enregistrement de la fertilisation doivent répondre aux dispositions de l'arrêté du ministériel du 1<sup>er</sup> Août 2005 reprise dans le programme d'action.

D) **Compte tenu des écarts constatés** entre la situation administrativement connue et la situation déclarée dans le cadre du bilan de fonctionnement, **un dossier complémentaire** détaillant les conditions de ces modifications **doit être déposé pour le 30 juin 2011** en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

### AUTRES DISPOSITIONS

**Article 4 :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rennes) :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

**Article 5 :** Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives des mairies concernées, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de ces mairies pendant une durée minimum d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins des maires des communes concernées, et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer).

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer), aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

**Article 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture du Morbihan, les Maires des communes concernées, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Directeur Départemental de la Protection des Populations et l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

VANNES, le 19 AVR. 2011

LE PREFET,

Par délégalion,  
Le Secrétaire Général

Stéphane DAGUIN

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- MM. les maires des communes concernées
- M. le directeur départemental de la protection des populations, 8 avenue Edgar Degas 56000 Vannes
- M.. l'inspecteur du travail chargé du service départemental de l'inspection du travail et de la protection sociale agricole, rue de Rohan Centre Pompidou CS 3547 56000 Vannes
- EARL DE COUETU ( Monsieur POIRIER Hubert) « Couëtu » 56910 CARENTOIR

